



Parti Socialiste  
du Valais Romand



Le Syndicat.



Jeunes vert-e-s  
valais



*Communiqué de presse – 8 septembre 2021*

## **OUI VALAISAN À L'INITIATIVE 99% !**

**« L'argent ne travaille pas, nous oui ! » C'est sous ce slogan que des représentant-e-s du PSVR, des JSVR, du POP Valais, des Vert-e-s, des Jeunes Vert-e-s, d'Entremont Autrement et d'Unia ont présenté leurs arguments en faveur du OUI à l'initiative 99% lors d'une conférence de presse commune.**

Clément Borgeaud, président du PSVR, a ouvert la conférence de presse en rappelant que l'initiative 99% est avant tout « une question de principe : la question de savoir si les revenus du capital, obtenus en laissant sa fortune travailler pour soi, méritent d'être moins taxés que les revenus du travail, obtenus à la sueur de son front. » Julien Berthod, responsable de campagne des JSVR, a poursuivi en précisant que « ce n'est pas le 1% qui travaille jours et nuits en usine, qui se lève à 3 heures du matin pour préparer le pain ou qui laboure les champs. Pourtant, c'est bien eux qui touchent les profits issus du travail des 99%. Nous voulons changer cela. » Adrien D'Errico, conseiller général et représentant du POP Valais, a rappelé qu'en Suisse, « la pauvreté existe réellement et pourrait être enrayée sans porter un préjudice trop flagrant ou dommageable à l'archi-minorité la plus nantie de notre population, en l'enjoignant à un léger effort de redistribution et de solidarité. »

Face à une bataille de chiffres menées actuellement dans les médias, Maxime Collombin, député et représentant d'Entremont Autrement, a rétabli les faits : « considérant un seuil de 100 000 francs pour le changement de régime d'imposition ainsi qu'un rendement de 3.3 % (selon le Swiss All Share Index 2021), il faudrait une fortune de 3 millions de francs pour être concerné par l'initiative. Suivant la statistique fédérale de la fortune des personnes physiques de toute la Suisse, 81 730 personnes disposaient d'une fortune nette supérieure à 3 millions de francs en 2017. Cela correspond à 0,96 % de la population. »

Christophe Clivaz, conseiller national Les Vert-e-s, a insisté sur le fait que « de trop grands écarts de fortune entre les plus riches et les plus pauvres peuvent mettre en danger la stabilité sociale et économique d'un pays. Dans ce contexte, l'initiative 99% permettra une plus grande équité fiscale et une répartition plus juste des richesses. » Noémie Moos, coprésidente des Jeunes Vert-e-s Valais, a rappelé les perspectives qu'offrirait l'initiative : « les recettes supplémentaires du nouveau taux d'imposition des revenus du capital permettraient de réduire l'imposition des petits et moyens revenus ou de les favoriser par le biais d'un service public renforcé. Il s'agit donc avant tout de contribuer à l'équité et la prospérité sociale. »

Finalement, Blaise Carron, député et secrétaire régional d'Unia Valais, a expliqué que l'initiative rétablirait une justice fiscale : « celui qui fait travailler les autres pour lui-même doit payer plus d'impôts sur ses profits que celui qui vit « seulement » du salaire qu'il touche pour son propre travail. Par conséquent, l'initiative ne fait que rendre à la population laborieuse un peu de la richesse qu'elle a produite. »

Le POP Valais, le PSVR, les Vert-e-s Valais, Entremont Autrement, les JSVR, les Jeune Vert-e-s Valais et UNIA Valais recommandent ensemble le OUI à l'initiative 99% le 26 septembre !

# OUI VALAISAN À L'INITIATIVE 99 % !

DOSSIER DE PRESSE  
DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE  
DU 8 SEPTEMBRE 2021



# TABLE DES MATIÈRES

1.	<b>Intervention de Clément Borgeaud</b> président du Parti socialiste du Valais romand	p. 3
2.	<b>Intervention de Julien Berthod</b> responsable de campagne, JSVR	p. 4
3.	<b>Intervention d'Adrien D'Errico</b> conseiller général, POP Valais	p. 5
4.	<b>Intervention de Maxime Collombin</b> député, Entremont Autrement	p. 6
5.	<b>Intervention de Christophe Clivaz</b> conseiller national, les VERT-E-S Valais	p. 7
6.	<b>Intervention de Noémie Moos</b> Co-présidente des Jeunes VERT-E-S Valais	p. 8
7.	<b>Intervention de Blaise Carron</b> député, secrétaire régional d'Unia Valais	p. 9
8.	<b>Contacts et informations</b>	p. 10

## **Intervention de Clément Borgeaud, président du Parti socialiste du Valais romand**

*Seules les paroles prononcées font foi.*

Merci à toutes et à tous pour votre présence aujourd'hui.

C'est un peu particulier pour moi de me tenir ici aujourd'hui en tant que président du PSVR pour une conférence de presse sur l'initiative 99%. Il y a bientôt 4 ans, nous avons lancé la récolte de signature de ce texte avec les Jeunesses socialistes du Valais romand, à Martigny.

Aujourd'hui, le temps a passé, pour tout le monde. Et les inégalités en ont profité pour augmenter. Aujourd'hui, le 1% le plus riche de Suisse possède plus de 43 % de la richesse totale dans ce pays contre un peu plus de 36 % en 2003. En termes concrets, les 300 personnes les plus riches de Suisse sont passées d'une fortune d'environ 352 milliards de francs en 2003 contre plus de 707 milliards en 2020. Cette augmentation trouve une bonne partie de son explication dans les revenus du capital, autrement dit, l'argent qu'on gagne simplement parce que l'on a déjà de l'argent, et qu'il rapporte.

On pourrait tout à fait se lancer dans une bataille de chiffres, avancer telle étude contre telle autre, parler de la typologie des revenus du capital qui sont visés par l'initiative, etc. De tels débats ont largement été relayés ces derniers temps. Je crois qu'il faut prendre du recul et comprendre cette initiative pour ce qu'elle est : une question de principe. La question de savoir si les revenus du capital, obtenus en laissant sa fortune travailler pour soi, méritent d'être moins taxés que les revenus du travail, obtenus à la sueur de son front.

Nous faisons face depuis quelques temps à une crise majeure. De très nombreuses personnes craignent pour leurs conditions d'existence, pour leur emploi, pour la garantie d'avoir un salaire. Certaines l'ont vu se réduire avec le chômage partiel. Pourtant, en 2020, la Suisse a été le seul pays au monde où les versements de dividendes ont augmenté. Et on apprenait hier dans la presse que 219 entreprises en ont versé alors qu'elles bénéficiaient d'aides Covid-19, contre les réglementations fédérales. Dividendes qui, rappelons-le, sont aujourd'hui moins imposés que les salaires.

Ce n'est plus une inégalité : c'est une honte. Un affront fait à celles et ceux qui travaillent, qui se sont levés tous les jours depuis des années pour créer de la vraie valeur, pour s'occuper de nos proches, pour faire vivre notre service public.

L'initiative 99% permet non seulement de corriger cette injustice. Elle permet de garantir des investissements massifs à l'avenir pour développer notre société, tout en soulageant les bas et moyens revenus. Pour le PSVR, c'est une évidence qui n'a que trop tardé.

Je vous remercie.

## **Intervention de Julien Berthod, responsable de campagne, JSVR**

*Seules les paroles prononcées font foi.*

Bonjour, je m'appelle Julien Berthod et je représente la Jeunesse socialiste du Valais romand durant cette conférence de presse, en tant que responsable de campagne. L'initiative 99% a été déposée par la Jeunesse socialiste avec comme objectif la justice sociale. Le nom officiel de l'initiative peut la résumer parfaitement : « **Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital** ».

Le mot clé ici est équitablement. La hausse du taux d'imposition des revenus du capital de 100% à 150% à partir d'un certain seuil encore à fixer est équitable. Pour l'instant, le système économique suisse crée d'innombrables inégalités. En y réfléchissant, comment pourrions-nous trouver juste que les dividendes, et les autres revenus du capital, soient imposés avec un taux plus faible que les salaires des travailleuses et des travailleurs ? Ce n'est pas le 1% qui travaille jours et nuits en usine, qui se lève à 3 heures du matin pour préparer le pain ou qui laboure les champs. Pourtant, c'est bien eux qui touchent les profits issus du travail des 99%. Nous voulons changer cela. L'initiative 99% serait un premier pas vers un système économique plus solidaire et ce également grâce au réinvestissement des nouvelles recettes ainsi créées dans des causes sociales.

C'est pour cela que la Jeunesse socialiste s'est mobilisée et continuera de se mobiliser jusqu'au jour de la votation. Nous sommes le Parti des 99% de la population, et cela est vérifiable par nos innombrables actions à travers toute la Suisse, et pour nous spécifiquement à travers le Valais romand. Les militantes et militants ont à de nombreuses reprises donné de leur temps et de leur énergie pour mener la campagne dans la rue, distribuer des dépliants au sujet de l'initiative devant les gares et les marchés et informer le public de l'importance de celle-ci. Derrière cette mobilisation intense, une même volonté : œuvrer pour une société plus juste, rendre nos propositions visibles dans la rue et donner des réponses aux incertitudes de la population face à la campagne intensive menée par les défenseurs des privilégiés de ce pays. Nous resterons fermes et lutterons toujours pour une société plus juste.

En résumé, pour une Suisse avec un système économique plus humain et plus juste, il faut voter OUI à l'initiative 99% le 26 septembre.

Merci de m'avoir écouté, une excellente journée à vous.

## **Intervention d'Adrien D'Errico, conseiller général, POP Valais**

*Seules les paroles prononcées font foi.*

Le POP-Valais se joint aux Jeunesses Socialistes ainsi qu'à tous ses partenaires pour soutenir l'initiative dite « 99% » et encourage ses membres, sympathisants, ainsi que toutes les personnes sensibles à ses idéaux à se rendre aux urnes à l'occasion de la votation populaire du 26 septembre 2021 afin d'y accepter l'initiative lancée par les Jeunesses Socialistes. En effet, toujours soucieux de l'intérêt du plus grand nombre, des travailleuses et travailleurs, de celles et ceux qui sont la source de la richesse de notre pays, le POP-Valais ne peut qu'approuver le texte d'initiative et les principes qui le constituent, pour davantage de justice sociale et de redistribution. Loin de régler définitivement et irréversiblement la question de la lutte des classes et des inégalités sociales, cette initiative a pour avantage indéniable de distinguer 2 types de revenus et d'individus : d'un côté les revenus du travail et de l'autre ceux de l'argent lui-même ; d'un côté celles et ceux qui travaillent souvent durement et de l'autre celles et ceux dont la fructification de la capitalisation suffit largement à vivre. Il nous semble impensable que l'argent généré par le travail soit taxé davantage que l'argent généré par l'activité des grands capitaux, précisément parce que l'argent généré par les grands capitaux dépend étroitement du travail des moins favorisés. Par ailleurs, cette initiative permettrait de nourrir les caisses publiques en allant chercher l'argent là où il y en a davantage et où il se polarise, tout en préservant les classes moyennes et supérieures, mais en s'attaquant en revanche à celles et ceux dont le niveau de vie relève d'une opulence indécente au regard de celui d'une immense et écrasante majorité de citoyens. De telles sommes d'argent, d'actions, de capitaux, qui s'amassent et s'autofructifient grâce au travail du plus grand nombre ne repartent jamais dans les circuits d'une économie locale et populaire : c'est donc bien là qu'il s'agit d'aller chercher le carburant d'une économie à dimension humaine et profitable à toutes et tous.

Nous vivons certes dans un pays riche, mais dans un pays où les inégalités sociales sont pourtant flagrantes et où la précarité n'est que trop souvent masquée, tue ou considérée comme un phénomène marginal et insignifiant. Pourtant, la pauvreté existe réellement et pourrait être enrayée sans porter un préjudice trop flagrant ou dommageable à l'archi-minorité la plus nantie de notre population, en l'enjoignant à un léger effort de redistribution et de solidarité. Accepter l'initiative et taxer à un tiers de plus le revenu de l'argent de cette archi-minorité, c'est aller dans ce sens ; c'est se positionner, dans une période de crise pandémique dont nous ne connaissons pas encore exactement l'ampleur des conséquences, dans une réaffirmation de la justice sociale et d'une société plus harmonieuse.

## **Intervention de Maxime Collombin, député, Entremont Autrement**

*Seules les paroles prononcées font foi.*

La crise économique actuelle se conjugue aux crises écologique et sociales et les amplifie. Elle nous met face au constat que notre mode de consommation et de développement n'est pas durable : insoutenable pour les générations futures et inéquitable pour les générations actuelles. Il est donc indispensable d'impulser une transformation sociétale de notre modèle socio-économique.

Considérant un seuil de 100'000 francs pour le changement de régime d'imposition ainsi qu'un rendement de 3.3 % selon le (Swiss All Share Index 2021), il faudrait une fortune de 3 millions de francs pour être concerné par l'initiative. Suivant la statistique fédérale de la fortune des personnes physiques de toute la Suisse, 81'730 personnes disposaient d'une fortune nette supérieure à 3 millions de francs en 2017. Cela correspond à 0,96% (soit environ un pour cent) de la population résidente permanente sur la même année

C'est le cadre de l'initiative 99% s'adressant principalement aux multimillionnaires au profit d'une justice distributive, sociale et solidaire se basant sur la coopération, la solidarité, l'ancrage territorial et l'intérêt collectif.

## **Intervention de Christophe Clivaz, conseiller national, les VERT-E-S Valais**

*Seules les paroles prononcées font foi.*

Une répartition équitable des richesses est un principe fondamental dans un État de droit. De trop grands écarts de fortune entre les plus riches et les plus pauvres peuvent mettre en danger la stabilité sociale et économique d'un pays. Or la situation est préoccupante en Suisse comme le montrent par ex. les analyses du prof. Brühlart de HEC Lausanne :

« Au cours des quarante dernières années, le patrimoine et les héritages ont donc bénéficié d'allègements fiscaux considérables (...). Ce ne sont pas seulement la fortune et les héritages qui en résultent qui ont augmenté, mais aussi l'inégalité de la répartition de cette fortune. Le 1% des contribuables les plus riches de Suisse détient à nouveau plus de 40% de la fortune privée totale, après une baisse dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Il s'agit d'un record mondial. » (Brühlart M., Les héritages en Suisse : évolution depuis 1911 et importance pour les impôts, *Social Change in Switzerland* N°20, déc. 2019, p. 8).

Dans ce contexte, l'initiative 99% permettra une plus grande équité fiscale et une répartition plus juste des richesses. Une grande partie de la population bénéficiera ainsi d'une réduction de ses charges et de meilleurs services publics.

L'initiative donne par ailleurs au Parlement une grande flexibilité quant à sa mise en œuvre. Cette flexibilité garantit, par exemple, que les petit-e-s épargnant-e-s ou que les rentes de vieillesse ne seront pas affecté-e-s par l'initiative grâce au montant d'exemption prévu. Les opposant.e.s à l'initiative dénoncent cette flexibilité et craignent de potentiels effets négatifs pour les start-ups ou les PME mais leurs craintes sont infondées pour deux raisons : d'une part le texte de l'initiative ne vise clairement pas ces entreprises, d'autre part le Parlement et sa majorité bourgeoise saura adopter une loi d'application qui ne concerne que les personnes visées par l'initiative, à savoir les multimillionnaires.



## **Intervention de Noémie Moos, co-présidente des Jeunes Vert-e-s Valais**

*Seules les paroles prononcées font foi.*

Au cours des vingt-cinq dernières années les inégalités de revenus et de fortune n'ont cessées d'augmenter en Suisse<sup>1</sup>. Du reste, les inégalités subissent les variations de la conjoncture économique et nous constatons que dans les périodes de croissance économique les inégalités se creusent entre les bénéficiaires du revenu du capital et ceux émanant du travail. Ainsi, ériger comme totem l'idéologie de la croissance économique c'est privilégier les intérêts des plus riches au détriment des plus bas revenus. Avec l'« Initiative 99% » il s'agit de créer une meilleure justice fiscale grâce à une redistribution plus équitable des richesses

De plus, en considérant les enjeux futurs – climatiques et environnementaux – la justice fiscale est une nécessité pour que notre société soit apte à affronter ces défis. Les recettes supplémentaires du nouveau taux d'imposition des revenus du capital permettraient de réduire l'imposition des petits et moyens revenus ou de les favoriser par le biais d'un service public renforcé. Il s'agit donc avant tout de contribuer à l'équité et la prospérité sociale.

Finalement, l'initiative permet de questionner nos fondements sociétaux : Que voulons-nous ? Davantage de clivages ou davantage d'équité et de prospérité grâce à plus de justice fiscale ? Les Jeunes Vert-e-s Valais s'engagent pour stopper la croissance des inégalités et soutiennent le dessin de cette initiative ; celui d'une société solidaire face aux défis actuels et futurs dans l'intérêt de toutes et tous !

---

<sup>1</sup> U.Kuhn & Ch. Suter (2015). L'évolution des inégalités de revenus en Suisse. *Social Change in Switzerland*, N°2. doi:10.22019/SC-2015-00003

## **Intervention de Blaise Carron, député au Grand Conseil valaisan, secrétaire régional Unia**

*Seules les paroles prononcées font foi.*

### **Taxer le capital, soulager le travail**

L'initiative assure une plus grande justice fiscale et une meilleure redistribution des richesses créées. En effet les revenus du capital sont des revenus du travail accompli par d'autres personnes. Des personnes qui s'échinent à la tâche pour que le capital produise chaque année des rendements, alors qu'en général, elles ne voient pas la couleur de cet argent, sous forme de hausse salariale par exemple. C'est ce que nous pouvons malheureusement constater année après année lors des différentes négociations salariales dans les grandes entreprises industrielles où les salarié-e-s doivent se contenter de quelques miettes éparses de la richesse qu'ils ont créée alors que la toute grande partie du bénéfice est distribuée aux actionnaires.

C'est tellement évident : celui qui fait travailler les autres pour lui-même doit payer plus d'impôts sur ses profits que celui qui vit «seulement» du salaire qu'il touche pour son propre travail. Par conséquent, l'initiative ne fait que rendre à la population laborieuse un peu de la richesse qu'elle a produite.

### **Les propriétaires de PME aussi seront gagnants**

Les PME ne sont pas concernées par cette initiative. En effet elle vise non pas les entreprises, mais le pourcent le plus riche des particuliers imposables. La plupart des propriétaires de PME n'atteignent jamais un revenu de 100 000 francs par an sur leur capital. Ils ne paieront donc pas davantage d'impôts sur le salaire qu'ils se versent à eux-mêmes. L'initiative leur permettra donc, au même titre qu'au reste de la population, de bénéficier d'un allègement fiscal et de meilleurs services publics.

### **99% en bénéficieront**

Les plus riches d'entre les riches paieraient chaque année environ 10 milliards de francs d'impôts en plus. Ils peuvent largement se le permettre puisque le pourcent le plus riche de la population détient presque la moitié de tous les actifs en Suisse. Et les 99% restants de la population en bénéficieraient. Car l'initiative propose que les 10 milliards de recettes d'impôts supplémentaires profitent à celles et ceux qui disposent d'un revenu normal. Par exemple, en baissant les impôts des personnes aux revenus bas et moyens, ou en renforçant le service public, au lieu de l'affaiblir ou encore en finançant une augmentation des rentes AVS.

C'est pourquoi le monde du travail a tout intérêt à soutenir cette initiative.

# CONTACTS ET INFORMATIONS

- **Clément Borgeaud** 079 937 51 34  
président du PSVR
- **Julien Berthod** 079 575 61 33  
responsable de campagne, JSVR
- **Adrien D'Errico** 078 868 25 86  
conseiller général, POP Valais
- **Maxime Collombin** 079 771 58 44  
député, Entremont Autrement
- **Christophe Clivaz** 079 374 51 78  
conseiller national, Les Vert-e-s Valais
- **Noémie Moos** 079 948 76 81  
co-présidente des Jeunes Vert-e-s Valais
- **Blaise Carron** 079 449 51 20  
député, secrétaire régional d'Unia Valais